

Éducation non formelle : Des actions fortes en gestation

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MARDI 08 MARS 2022

1052

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Niger



Le député Tchiana tente de décrédibiliser Bazoum !



8 mars : Journée internationale des droits des femmes



Concours de la fonction publique : La transparence à tout prix !



COVID 19

CORONA VIRUS

PROTEGEONS NOUS ET PROTEGEONS LES AUTRES

Suivi des actions de prévention et de riposte au

07 Mars
2022

RESPECTONS LES MESURES BARRIÈRES



Porter le masque quand la distance de sécurité ne peut être respectée



Se laver les mains régulièrement



Tousser ou éternuer dans le coude



Respecter la distance de sécurité



Utiliser le gel hydro-alcoolique pour vous désinfecter les mains



Eviter de se serrer les mains



Eviter de se toucher le visage : la bouche, les yeux ou le nez

Echantillons testés

793

Nouveaux cas confirmés

00

Nouveaux guéris

07

Nouveaux décès

00

Au cours des dernières 24 H

06 malades hospitalisés dans les structures de prise en charge dont
02 cas graves en soins intensifs
46 suivis à domicile

Bilan global de la situation du Covid 19

cas confirmés

30 398

Guéris

29 553

Décès

725

dont 45 font l'objet d'un suivi médical



MALIKILÉ

Sensibilisation

Ministère de la Santé et du Développement Social

P.12



P.22



P.27



/ Une /



Niger : Le député Tchiana tente de décrédibiliser Bazoum !

P.5

/ Brèves /



La coupure d'électricité en rajoute à la crise : A quand la fin du calvaire des populations Bamakoises ?

P.12

A quelques semaines du Ramadan : Les marchés sont vides de clients

P.12

Portrait de femmes célèbres : Ce numéro est consacré à Mme Keïta Rokiatou N'Diaye

P.13

Retour de la justice : L'Administration dans les régions du Nord et du Centre

P.13

Kati : Le Colonel Maïga inaugure un espace économique pour la promotion des filières agricoles

P.14

8 mars : Journée internationale des droits des femmes

P.14

/ Actualité /



Mali : Mondoro orphelin de Barkhane?

P.18

Déstabilisation du Nord Mali : Vers le scénario de 2012 !

P.19

Concours de la fonction publique : La transparence à tout prix !

P.21

Éducation non formelle : Des actions fortes en gestation

P.22

Hausse du prix du tourteau de coton : Les acteurs du secteur chez le ministre Mahmoud Ould Mohamed

P.23

/ Politique /



L'URD et le RPM, deux partis, même destin : Les héritiers de Soumaila Cissé et de Ibrahim Boubacar Keïta s'entre déchirent

P.25

Interview Mountaga Tall : « Au-delà de la Transition, le temps au Mali n'est pas de se compter, de se combattre, de se stigmatiser mais au contraire de se rassembler »

P.27

/ Culture & société /



Organisation des activités culturelles en période de deuil national : Le ministre Andogoly Guindo met fin à la chienlit

P.29

/ International /



Guerre en Ukraine : Les étudiants indiens pris au piège, les relations Moscou-New Delhi mises à mal

P.30

Sénégal : Le pays attend toujours son Premier ministre

P.31

/ Sport /



MERCATO – PSG : M'Bappé reçoit un nouvel appel du pied pour son avenir !

P.32

MERCATO – BARCELONE : Cette énorme confirmation sur la situation d'Ousmane Dembélé !

P.32

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié [Bamako – Mali]

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Karamoko B. Keïta, Moctar Sow, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :**

L'INPS demeure au service des populations maliennes pour leur offrir l'espoir d'un avenir radieux



L'INPS au service des assurés sociaux



www.inps.ml



Email : inps@inps.ml



[INPS.Mali](https://www.facebook.com/INPS.Mali)



[@INPS_Mali](https://twitter.com/INPS_Mali)



Niger

Le député Tchiana tente de décrédibiliser Bazoum !

Sans être le chef de file de l'opposition, M. Omar Hamidou Tchiana en a tout l'air. En tous cas, il est, des opposants politiques nigériens, devenu le plus médiatique. Tandis que l'essentiel de l'opposition est de-

venu amorphe, voire inaudible, lui, profite de la moindre occasion, du plus petit faux pas, pour dénoncer le pouvoir en place. Samedi 5 mars dernier, les nigériens ont découvert sur les réseaux sociaux, une lettre du

député Tchiana adressé à Emmanuel Macron. Il s'est agi pour l'opposant d'utiliser les révélations du Chef de l'Etat, Bazoum Mohamed, contre lui. En effet, le 25 février passé, le président nigérien a publiquement déclaré avoir fait libérer des présumés terroristes, et discuté avec eux à la présidence ; « parce que je cherche la paix », a-t-il motivé.

De telles déclarations ont été mal reçues par l'opinion. Les uns y ont vu, un aveu d'atteinte à la séparation des pouvoirs de la part d'un président qui s'immisce dans des procédures judiciaires. Les autres ont critiqué une mauvaise magnanimité envers des criminels qui endeuillent les populations.

Dans la même veine, le député Tchiana estime

que le président Bazoum s'est écarté de la doctrine macroniste, qui serait contre toute négociation avec les terroristes. Aussi, plaide-t-il auprès des autorités françaises, de reconsidérer la décision du redéploiement de la force Takuba au Niger. Car, la France n'a aucun intérêt à s'allier avec un régime qui négocie « avec ceux qui tuent les militaires français et Nigériens qui défendent la liberté ».

Côté pouvoir, on dénonce « un procès d'intention », et « l'attitude de certains de nos concitoyens qui tentent d'exploiter et de mal interpréter le message » de Bazoum. On assure qu'il n'y aucune « volonté de violer la justice ». (Déclaration des partis politiques de la Majorité présidentielle du samedi 5 mars 2022).

Quoi qu'il en soit, il est très improbable que la lettre de M. Tchiana décide Macron à revenir sur le redéploiement de la force Takuba au Niger. Elle s'analyse comme une dénonciation symbolique, une volonté d'affaiblir et de décrédibiliser, un peu plus, le pouvoir de Bazoum. Préoccupé par la guerre russo-ukrainienne, qui révèle ses faiblesses, accaparé par la campagne électorale pour sa réélection, Emmanuel Macron semble de moins en moins disponible par les questions du Sahel actuel-



lement.

En attendant, l'opinion publique nigérienne reste dans l'attente du débat et du vote parlementaires - promis par le pouvoir -, à l'issue desquels sera autorisé ou refusé l'arrivée des forces occidentales sur le territoire national. Même si, a priori, le résultat semble connu ;

la majorité parlementaire étant acquise au Président Bazoum.

Lire en encadré la lettre du député nigérien adressée à Emmanuel Macron

Malik WOGO



M. Omar HAMIDOU TCHIANA
Député à l'Assemblée Nationale,
Député au Parlement Panafricain,
Ancien Ministre d'Etat

Niamey, le 5 mars 2022

A,

Monsieur Emmanuel MACRON
Président de la République
Française
Palais de l'Elysée,
Paris, France

Objet : *Présence des forces Takuba et Barkhane au Niger*

Monsieur le Président de la République,

Les pays du Sahel, malgré leurs innombrables richesses, n'ont paradoxalement pas pu se prémunir des épidémies, des crises alimentaires et même se passer de l'aide d'autres nations pour assurer la sécurité de leurs populations.

Au nom de cette solidarité, la France intervient, depuis 2013 au Sahel, dans la lutte contre un terrorisme alimenté par les armes provenant de l'effondrement de l'Etat Libyen après l'assassinat du Président Kadhafi en 2011.

Le 10 juin 2021, à l'occasion d'une conférence de presse à l'Elysée, vous aviez déclaré que vous n'enverriez plus les frères d'armes des soldats français tombés sur le champ d'honneur dans des pays qui négocient avec les terroristes.


A ce propos, lors d'une conférence des cadres, tenue le 25 février 2022 à Niamey, Monsieur Mohamed BAZOUM, a affirmé négocier avec des chefs terroristes, à travers plusieurs émissaires. Suite à ces contacts, il a fait libérer de prison et reçu au Palais de la Présidence du Niger sept terroristes, pendant que des opposants, des acteurs de la société civile et, même récemment, un chef religieux, septuagénaire, gardent prison.

Dès lors, il appert que ses relations ambiguës contredisent votre opposition à toute négociation avec ceux qui tuent les militaires français et Nigériens qui défendent la liberté.

De fait, les liens assumés de Monsieur Mohamed BAZOUM avec les groupes terroristes compromettent le redéploiement de la force Takuba au Niger, si l'on s'en tient à votre promesse, ci-dessus, faite aux soldats et au peuple français, le 10 juin 2021.

En outre, le sentiment d'hostilité des populations du Sahel envers les forces étrangères en raison des résultats mitigés sur le terrain, exacerbé au Niger par la mort, jusque-là impunie, de trois jeunes manifestants pacifiques, perpétrée par des éléments de la force Barkhane, le 27 novembre 2021 à Téra, rend la présence des forces Takuba et Barkhane inopportune.

Veillez croire, **Monsieur le Président de la République**, à l'assurance de ma très haute considération.


Omar HAMIDOU TCHIANA

CC : *Candidats à l'élection présidentielle française 2022*

64 Rue du Sahel, Niamey, Niger - Tél : 20330474 E-mail : tchianomar@gmail.com Twitter et facebook : @omartchiana

■ Moussa Yoro Diallo



URGENT URGENT URGENT :

Contrairement à ce qui se dit sur les réseaux sociaux, Tréta n'a pas gagné le procès contre le collectif pour la Défense des Statuts et Règlement Intérieur du RPM. C'est l'ensemble du Bureau Politique National du parti même qui n'est plus reconnu par le tribunal. Seul le congrès est souverain pour désigner un nouveau bureau ou un candidat à l'élection présidentielle au nom du RPM.



■ Financial Afrik



Depuis le 20 décembre, le cours du titre Eco-bank Transnational Incorporated (ETI) à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM) de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) a quitté sa valeur plancher de 13 F CFA, sur laquelle il était figé depuis 18 mois. L'action a depuis évolué de manière très volatile. #Ecobank #EcobankCôte'd'Ivoire #EcobankTransnationalIncorporated #ETI



■ Kaou Abdramane Diallo



Bamananw ko " Ni ma sugu tiaman djo, ite do dia na goya don"

Dugutigi Niankoro Yeah ye ta wili foroba mugu la

Ce que moi j'en dis, c'est très simple

"Anga chi flè"

De toutes façons vous n'avez rien à perdre d'après nos expériences déjà VÉCUES. On a vu ce qu'elles ont donné.

Ni tchi kela ni dokebali be fere la songo kelen n'a , nafa te ke tchi ke la #1million par jeune c'est bel et bien possible au Mali

#Seul le Ciel est la limite



■ Casimir Sangala



Conseils utiles pour les sportifs du soir en ville & pour votre sécurité : attention, portez un vêtement clair, un gilet réfléchissant ou une torche frontale, évitez la chaussée !

■ Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Le Ministre des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, SEM Abdoulaye DIOP a présidé ce lundi 7 mars 2022, la traditionnelle cérémonie mensuelle de montée des couleurs. Il était accompagné de ces collaborateurs pour partager ce moment de communion et de recueillement en la mémoire des soldats tombés sur le Champ d'Honneur à Mondoro.



■ Nouhoum Togo



Jugez vous même celui qui se promène seul dit qu'il a vu Dieu. Et croire qu'ils ont arrêtés les opérations

L'armée française annonce la neutralisation de Mr Yahia Djaouadi, son nom de guerre Abu Amarn alb Jazairi, haut cadre historique d'AQMI (al Qaeda au Maghreb Islamique) durant une opération de Barkhane, menée dans la nuit du 25 au 26 février.

À noter qu'il était un vieux compagnon d'Abdel Maleck Droukdel le fondateur d'AQMI.



■ Bastion du sport



POUTINE MET EN GARDE LA FIFA

Ne vous avisez pas d'entrer dans les affaires militaires, tenez-vous-en au football.

La Russie jouera à la coupe du monde FIFA 2022 du Qatar ou il n'y aura pas de coupe du monde à proprement parler.

Répondant aux journalistes à Moscou au sujet de sa réaction face à la récente décision de la FIFA d'interdire à la Russie toute activité sportive.

Ce sont tous des hypocrites et je ne suis pas du tout inquiet car football et politique ne font pas bon ménage.

La FIFA ne devrait pas oser faire ça sinon il n'y aura pas de coupe du monde en premier lieu.

Crédit : Newsplus



■ Yeah Samake



VISITE DE CHANTIER DE CONSTRUCTION D'UN KIT SCOLAIRE À POGOSSO

CHERS AMIS,

Hier dimanche matin, j'ai été accompagné par une délégation du Parti pour l'Action Civique et Patriotique pour la visite du Chantier de la Construction d'un kit scolaire composé de trois salles de classe, une Direction avec salle de réunion et six latrines. Ce joyau architectural offert par la Fondation Empower Mali est situé à Pokosso dans la Commune de Gouandji-Kao dans la Région de Koutiala.

Rappelons nous toujours que #DIRIGERCESTSERVIR



■ Larmes des pauvres



#Mali -- deux(3) femmes tuées, au moins cinq (5) personnes ont été enlevées et deux (2) blessés. C'est le bilan de l'attaque qui a visé un véhicule de transport sur la RN15 et au carrefour de #Songho dans le cercle de #Bandiagara.

#Mali -- Les groupes djihadistes intensifient les attaques contre les #FaMa au nord. Ce lundi 7/03, des tirs d'obus en direction du camp de l'armée ont été opérés à #Menaka puis une attaque près d'Acharane dans la région de #Tombouctou.



Malick Traoré
@mlktraore

Insulter un joueur, le menacer ainsi que sa famille parce qu'il blesse INVOLONTAIREMENT son coéquipier à l'entraînement... Bienvenue en 2022 où la démesure et la bêtise atteignent des sommets jamais atteints. Courage à Idrissa Gueye et son épouse 🙏🙏

Mali Actu



Nous l'avions dit voilà deux semaines « Ta bagate bo nyman ke (le fuyard ne fait rien de bon) lorsque les forces françaises de l'opération Barkhane stationnées à Gossi ont ouvert le feu dans la nuit du jeudi 17 à vendredi 18 février 2022 sur la voiture d'un notable de la ville qui avait été grièvement blessé



Ammy Baba Cisse



L'armée annonce que le ratissage suite à l'attaque de N'Tahaka a fait évoluer le bilan à 9 morts côté assaillants.

L'attaque de N'Tahaka a fait selon l'armée malienne 2 morts et deux blessés légers côté malien. Les groupes terroristes ont enregistré 7 morts suite à une riposte aéroterrestre.

URGENT !

Les FAMA, basées à N'Tahaka (#Gao), ont énergiquement répondu à une attaque des groupes armés très tôt ce matin aux environs de 03h30. Nous ne disposons encore d'informations complémentaires. Nous y reviendrons amplement dans notre prochaine publication. Dirpa



Les terroristes sont à l'œuvre. Dieu veille sur la République !

Burkina - Ministre d'Etat Ministre de la Défense et des Anciens Combattants, le Général de Brigade Aimé Barthélémy Simporé. C'était l'homme de confiance de Rock Kabore

Tiéoulé Mamadou Konaté @NexusNexis

Le Dr Denis Mukwege (C) (D) est vraiment l'une des personnalités africaines que j'apprécie le plus.

Un homme courageux, intègre et surtout profondément humain, tourné vers son prochain.

J'apprécie ses multiples engagements et les valeurs qu'il incarne.

#DRC #Mukwege

Dimitri Beck



Projection sur le Panthéon à Paris le portrait d'Olivier Dubois journaliste français est détenu en otage au Mali depuis le 8 avril 2021 @FreeOlivierDub1 #freeOlivierDubois



■ Kassoum Thera



Joyeux anniversaire à un ami surtout un frère Abdoulaye Kone, conseiller spécial du Premier ministre. Il est le directeur de publication du journal le Délébéré, patron de Blo info et surtout concepteur de L'expression Choguelisme



■ Tiébilé Dramé



Bonne fête du 8 mars aux femmes du Mali, à celles d' Afrique et du monde. Hommage aux femmes du Sahel qui sont sur la ligne de front contre le terrorisme et la pauvreté. D'accord avec Camara Laye, Aragon et Jean Ferrat: vous portez le poids du monde. Vous êtes l'avenir du monde.



Aziz Maïga ne ment pas
@AzizMaïgaNMP

#Mali -- deux(2) femmes tuées, au moins cinq (5) personnes ont été enlevées et deux (2) blessés . C'est le bilan de l'attaque qui a visé un véhicule de transport sur la RN15 et au carrefour de **#Songho** dans le cercle de **#Bandiagara**. @ocisse691 @AzizMaïgaNMP

20:10 · 07/03/2022 · Twitter for iPhone

■ Présidence de la République du Mali



Montée des couleurs à Koulouba
Le Président de la Transition, SE le Colonel Assimi

GOÏTA, Chef de l'État, a présidé, lundi 7 mars 2021, la traditionnelle cérémonie mensuelle de montée des couleurs, au Palais présidentiel de Koulouba. Cette cérémonie, à la différence des précédentes, a coïncidé avec un deuil national de trois jours, depuis le samedi 5 mars 2022, suite à la perte d'une vingtaine d'éléments de nos Forces de Défense et de Sécurité à Mondoro. En cette circonstance douloureuse, le drapeau a été mis en berne.

■ Primature du Mali



Évaluation du PAG 2^e Trimestre : Une analyse s'impose.

Le PAG est bâti autour de 4 axes à savoir:

- 1) Le renforcement de la sécurité sur l'ensemble du Territoire national;
- 2) Les Réformes Politiques et Institutionnelles;
- 3) L'Organisation des élections générales;
- 4) La Promotion de la bonne gouvernance et l'adoption d'un Pacte de stabilité sociale.

Ces quatre axes comportent:

09 Objectifs

64 actions

108 indicateurs.

L'examen trimestriel a porté sur 62 actions sur 64 programmées.

À ce jour,

- 21 actions ont été entièrement réalisées soit un taux de 33,87% ;
- 33 actions sont en cours de réalisation soit un taux de 53,23% ;
- 08 actions non réalisées soit 12,90 % ;

En somme le taux cumulé des actions réalisées et celles en cours de réalisation est de l'ordre de 87,10%.

Au titre des actions réalisées, on peut noter entre autres :

- La disponibilité des textes de l'organe unique de gestion des élections;
 - La réalisation des missions d'audit programmées (Assemblée Nationale, Haute Cour de Justice, AGEFAU, AMRTP, FONDS COVID, LOI DE PROGRAMMATION POUR LA SÉCURITÉ INTERIEURE);
 - Les actions en cours de réalisation portent entre autres sur :
 - la poursuite du maillage sécuritaire du territoire ;
 - la poursuite des réformes politiques et institutionnelles;
 - La relecture des textes régissant le processus électoral;
 - La mise à jour du fichier électoral;
 - Le processus de mise à disposition de la carte d'identité nationale biométrique ;
 - La poursuite des actions de promotion de bonne gouvernance et d'amélioration des conditions de vie des populations.
- Les actions non encore réalisées concernent :
- La révision de la Constitution
 - La relecture de l'Accord pour la paix et la réconciliation, issu du processus d'Alger
 - La mise à disposition de la carte d'électeur biométrique.

La coupure d'électricité en rajoute à la crise : A quand la fin du calvaire des populations Bamakoises ?



Depuis quelques semaines, les coupures d'électricité deviennent de plus en plus fréquentes à Bamako. Ces coupures intempestives dans la journée comme la nuit sont beaucoup dénoncées par la population surtout en cette période de chaleur. Selon certains, ces décharges électriques causent de nombreux dégâts tant sur les appareils électrogènes des abonnés que sur leurs chiffres d'affaires. Si force est de reconnaître que ces délestages intempestifs d'électricité surviennent chaque année avec son corollaire de dégâts à la période de forte chaleur, ceux de cette année sont venus très tôt et commencent à agacer les usagers.

Quels pourraient être leur impact sur la vie socio-économique des citoyens ?

En effet, ces conséquences sont entre-autres la décomposition des aliments gardés dans les réfrigérateurs, mais aussi et surtout l'électrocution des appareils. Ces décharges électriques ont aussi des conséquences sur la santé, notamment celle des personnes âgées. Ces coupures d'électricité affectent aussi les chiffres d'affaires des particuliers et même de certaines entreprises, qui finiront par mettre la clef à la porte soit pour manque de moyens ou déficit de production couvrant les charges des entreprises. Elles réduisent aussi le rendement dans de nombreux services publics, surtout au sein de l'administration publique dont les appareils dépendent de l'électricité.

Comment expliquer la récurrence de ces coupures intempestives d'électricité dans un pays où les matières premières ne manquent pas pour permettre la production d'énergie ? Pourquoi la situation persiste-t-elle depuis des années ? Le Mali est l'un des rares pays où il y a le soleil pendant toute l'année permettant de produire l'Énergie solaire. Le vent est de bonne qualité pour l'énergie éolienne. Il y aurait même du pétrole et d'autres matières premières entrant dans la production de l'électricité. Que dire de l'eau en grande quantité et sur l'ensemble du territoire. Le Mali regorge tout simplement d'énormes potentialités pour pallier son déficit énergétique. Face à cette situation, les gens crient leur ras-le-bol et dénoncent une mauvaise volonté des autorités à trouver une solution définitive à cette situation qui persiste au Mali depuis des années. Donc afin de sortir définitivement de cette situation,

A quelques semaines du Ramadan : Les marchés sont vides de clients



Au Mali, la situation économique cette année est dans une phase critique et cela se ressent partout. Mais le lieu qui en sent le plus le poids de cette situation est le marché. Il y a souvent plus de commerçants, que de clients.

Les moments sont critiques à quelques semaines du début du mois de Ramadan. Ce n'est qu'un secret de polichinelle, la population malienne en général et celle de Bamako en particulier fait de plus en plus face à la « dèche ». Alors que ce mois qui arrive est celui des doubles dépenses. Aujourd'hui, nos marchés se sont vidés de leurs clients. On n'y voit plus de vendeurs que d'acheteurs. En ces temps difficiles, on se limite juste à l'achat de l'essentiel et non à ce que l'on veut. À l'approche du Ramadan, les commerçants ont du mal à résister à la tentation de profiter de la forte demande. La pression exercée par les pouvoirs publics ne suffit pas à les dissuader pour éviter une flambée des prix des denrées de première nécessité.

Cette vie chère, selon les observateurs, est due au fait que l'approvisionnement du pays est assuré à plus de 70% par l'importation, qui s'effectue de moins à moins depuis l'apparition de la COVID-19. De l'état de veille, les importations sont en état de somnolence à cause de l'embargo. Le COVID et l'embargo ont eu pour conséquence le ralentissement des activités économiques. Cette COVID et cet embargo vont-ils accélérer la transformation entamée il y a quelques temps, et favorisant l'émergence d'un modèle de développement plus équitable, et donc une meilleure répartition de la richesse ? L'élan de solidarité constaté laisse penser que c'est possible, même si rien n'est encore gagné !

A ce stade, l'urgence absolue est surtout de continuer à prendre la mesure de la crise qui sévit et de tout mettre en œuvre pour éviter l'effondrement de l'économie.

M. Yattara / Source : L'Alternance

il suffit juste d'avoir la volonté politique et une bonne gouvernance des ressources pour trouver la solution aux problèmes de délestage au grand bonheur de la population.

En somme, les autorités doivent comprendre que ces coupures à répétition ne seront pas sans conséquences sur l'économie surtout en ce temps de crise multidimensionnelle. Donc elles doivent mettre les bouchées doubles pour y remédier.

Assitan Diakitè / L'Alternance

Portrait de femmes célèbres :
Ce numéro est consacré à Mme Keïta Rokiadou N'Diaye



Une figure très connue sur la scène politique et de l'intelligentsia malienne. Ancienne ministre, Femme de combat, Mme Keita Rokiadou N'Diaye est du mouvement démocratique qui est arrivé à bout de la dictature du Général Moussa Traoré. Géographe malienne. Première femme directrice du Cabinet présidentiel, elle fut membre fondatrice du parti Rassemblement pour le Mali (RPM). Voici en quelques lignes son portrait court mais très riche.

Née le 26 février 1938 à Bamako, Mme Keita est une femme politique et géographe malienne. Elle est la sœur d'Issa N'Diaye, professeur de philosophie et ministre de l'Éducation Nationale de 1991 à 1992 et ministre de la Culture et de la Recherche Scientifique de 1992 à 1993. Première femme malienne professeur de l'enseignement supérieur et première doctorante malienne en géographie. Mme Keita Rokiadou N'Diaye a poursuivi des études de géographie à l'université de Strasbourg, où elle obtient la licence ainsi que d'autres certificats de spécialisation. En 1966, Mme Keita Rokiadou N'Diaye commence à enseigner à l'École Nationale d'Administration et à l'École Normale Supérieure de Bamako (ENSUP) de 1968 à 1978. En 1977, elle est nommée Directrice Générale de l'ENSUP, une position qu'elle détient jusqu'en 1978. En même temps que son enseignement, Mme Keita a continué de contribuer à de nombreuses études et travaux de recherche sur l'aménagement et la gestion du Bassin du fleuve Sénégal. En 1978, elle est nommée, au titre de la République du Mali, membre du conseil d'administration de l'Institut du Sahel et représente alors la seule femme membre du conseil de cette organisation. Les quatre années suivantes, elle les passe à Accra au Ghana (rapprochement de conjoint) où elle devient experte consultante de la FAO. De son retour, elle intègre en juin 1992, le Cabinet présidentiel sous Alpha Oumar Konaré dont elle a été la première femme directrice, elle a été aussi conseillère spéciale. Cette promotion est le fruit de son long engagement politique commencé en 1958 sur les bancs de l'université de Dakar. Elle a continué à militer en France dans l'Association des Elèves et Stagiaires Maliens en France (AESMEF) et à la Fédération des Etudiants d'Afrique Noire (FEANF). Elle était Militante du parti Alliance pour la démocratie au Mali-Parti africain pour la solidarité et la justice l'Adema-PASJ, elle a quitté ce parti en juin 2001 pour fonder avec d'autres cadres le Rassemblement pour le Mali (RPM), présidé par l'ancien président feu Ibra-

Retour de la justice : L'Administration dans les régions du Nord et du Centre



Dans le cadre du programme de retour des Acteurs de la Justice dans les zones libérées des Régions du Nord et du Centre du pays, le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme vient d'organiser un Atelier de formation de trois jours à l'intention de ses cadres. C'est avec l'appui technique et financier de la MINUSMA et du PNUD !

Comme recommandé dans la Loi d'Orientation et de Programmation de la Justice (LOPJ) adoptée en Conseil des Ministres depuis courant 2019 annonçant le retour de l'Administration auprès des Administrés, la Justice apprête son personnel pour rejoindre les justiciables sur toute l'étendue du territoire national. Il s'agit de recouvrir les tribunaux et parquets dans toutes les Zones libérées de l'occupation des terroristes. Ceci, grâce aux derniers exploits sur le front des Forces Armées et de Sécurité maliennes. Des zones situées dans les Régions du Centre et du Nord du pays. C'est pour mettre en œuvre ce projet de retour que les responsables et experts des services compétents de l'Administration judiciaire étaient en session de réflexion et d'études de trois jours. La cérémonie d'ouverture des travaux de cet atelier, déroulé du 28 au février au 2 mars 2022, dans un réceptif hôtelier de Bamako, était placée sous l'égide du ministre de la Justice, des Droits de l'Homme, Garde des Sceaux, Mamadou Kassogué. Cet atelier de formation porte sur un programme de réflexion, d'études et de planification stratégiques liés aux Réformes de la Justice et au projet de Redéploiement des Acteurs de la Justice dans les Régions et Cercles du Nord et du Centre du pays. Cette Session de formation de trois jours a été organisée par le Ministère de la Justice avec l'appui technique et financier de la MINUSMA et du PNUD. Le but initial est de planifier la sécurisation du personnel de la Justice et leur permettre d'assurer le bon fonctionnement du Secteur dans tout le pays.

Djankourou / Source : L'Aube

him Boubacar Keita dont elle a été l'une des Fondateurs. Le 16 octobre 2002, elle a intégré le gouvernement Ahmed Mohamed AG HAMANI, en tant que ministre de la Santé jusqu'en 2004. Elle est également auteur d'un important ouvrage de trois tomes (sa thèse de doctorat) intitulé « Kayes et le haut-Sénégal ». Professeure retraitée, elle participe aux activités du RPM.

En somme Mme Keita est une femme courageuse et elle est considérée comme un modèle de sa génération.

Oumou Sissoko / L'Alternance

Kati : Le Colonel Maïga inaugure un espace économique pour la promotion des filières agricoles

Dans le cadre de politique gouvernementale de Développement local, les populations du quartier Sananfara-Extension, dans la Commune urbaine de Kati, viennent de bénéficier d'un Espace Economique pour la Promotion des Filières agricoles.

La cérémonie d'ouverture officielle s'est déroulée, ce vendredi 4 mars 2022, sous l'égide conjointe du ministre de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, le Colonel Abdoulaye Maïga, et de son Collègue Youba Bah, ministre Délégué auprès ministre de Développement Rural, chargé de l'Elevage et de la Pêche, entourés des Autorités Administratives et municipales de Kati. Le centre est situé sur la route de Kouloba.

Pour la circonstance, les ministres Abdoulaye Maïga et Youba Bah étaient entourés des Autorités administratives et communales du Cercle de Kati dont le Maire El hadj Yoro Wologuèm et du Gouverneur de la Région de Koulikoro, le Colonel Lamine Kapory Sanogo.

C'est aux environs des dix heures que le ministre Abdoulaye Maïga et sa délégation ont procédé à la coupure du ruban symbolique marquant l'inauguration officielle de l'Espace Economique dédié à la Promotion des filières agricoles de la zone de Kati et localités environnantes. Cet espace consacré à la promotion du Secteur agricole s'inscrit dans le cadre du programme du Gouvernement de la Transition pour le Développement local. Le projet a été initié par la Mairie de Kati et réalisé



par le Conseil Régional de Koulikoro, avec l'appui du Gouvernement en partenariat technique et financier avec l'Union Européenne.

Le coût d'exécution du projet est évalué à plus de 153 millions de francs CFA. Selon le Maire de la Commune urbaine de Kati, El hadj Yoro Wologuèm, l'acquisition de cet espace économique permettra aux populations bénéficiaires et aux Autorités compétentes de localité de promouvoir et de valoriser les filières agricoles de toute la zone agricole de Kati.

En guise de geste de reconnaissance et de remerciements à l'endroit du Gouvernement de la Transition et de ses partenaires de l'Union Européenne, le Maire central de Kati, El hadj Yoro Wologuèm, au nom des populations de sa commune, a fait un don symbolique de quelques sacs de pomme de terre aux deux ministres et au Représentant de l'Union Européenne. C'est sur une note de satisfaction réelle et de plein espoir que la cérémonie a pris fin.

Djankourou / Source : L'Aube

8 mars : Journée internationale des droits des femmes

En cette journée symbolique, je tiens à réaffirmer ma conviction que toutes les journées sont celles de nos mères, épouses, sœurs, filles et aussi travailleuses des villes et campagnes, militantes et patriotes engagées.

Pour autant, une journée symbolique qui leur est consacrée n'est pas indifférente.

Je reste convaincu que les droits de la femme doivent être reconnus et surtout respectés et appliqués en tout temps et en tout lieu. Et les violences liées au genre sévèrement sanctionnées.

VOICI LA PARTIE DE MA PROFESSION DE FOI DE 2018 CONSA-CREE A CET IMPORTANT SUJET.

" La place et le rôle de la femme en tant qu'actrice du changement ont été maintes fois relevés comme condition sine qua none pour arriver à des sociétés où règne la justice sociale et où les droits des femmes sont appliqués. L'implication effective et active des femmes, à tous les niveaux et dans tous les domaines, implique la reconnaissance et la valorisation sociale et économique de leur contribution au développement, quelles que soient leurs sphères d'influences (privée, publique) et les différents champs d'exercice de leurs activités multiples et multifformes (domestique, communautaire, production, politique) rémunérées ou non rémunérées (soin à la personne, entretien du ménage), etc.



Nous devons améliorer les conditions d'existence des femmes en général et des femmes rurales en particulier et prendre des mesures spécifiques pour la femme et l'enfant.

Nous devons reconnaître à la mère, à la sœur, à l'épouse la place qui est la leur dans la société.

La loi sur le genre constitue à cet égard un pas important à mettre en application.

A CETTE FIN, J'AI FORMULE 13 PROPOSITIONS QUE JE REPLUBLIERAI TRES PROCHAINEMENT.

A bientôt !

Inch'Allah!

Me Mountaga C. TALL

8

NatuJus
naturellement doux!

MARS

journée mondiale de la femme



che communication 79829798

Contacts :

+223 93 45 18 84 / 78 94 23 14

Email : nnatujus@gmail.com



Office central de Lutte contre
l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Ministère de la Justice et
des Droits de l'Homme (MJDH)

APPEL A CANDIDATURE

L'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) et le Ministère de la Justice et des Droits de l'Homme (MJDH), dans le cadre du Programme conjoint d'Appui à la Lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite au Mali (LucCEI) recrutent **un coordinateur** pour l'animation d'ensemble, l'assurance qualité et l'interface entre l'Ambassade du Royaume des Pays Bas au Mali et les structures de mise en œuvre du programme.

POSTE ET MISSION

Les responsabilités spécifiques du/ de la coordinateur/trice sont :

1. Assurer la planification, la mise en œuvre et le suivi-évaluation des stratégies et activités du projet ;

- Appuyer les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère de la justice et de l'OCLEI dans l'élaboration de leurs Plans d'Opération Annuelle et les chronogrammes d'activités avec comme référence le document de base du projet ;
- Coordonner l'élaboration ; la soumission conjointe et la mise en œuvre du plan de travail annuel, des budgets et des rapports d'activités du Ministère et de l'OCLEI ;
- Mettre en place avec les Cellules du Ministère et de l'OCLEI un système de suivi évaluation,
- Appuyer l'élaboration des TDR en rapport avec les activités du programme ;
- Produire les différents rapports du projet en tenant compte des résultats du suivi-évaluation ;
- Préparer les réunions du comité de pilotage du projet, assurer le secrétariat et veiller à l'application des décisions et recommandations dudit comité ainsi que la prise en compte de celles des partenaires techniques et financiers appuyant le projet ;
- Participer aux différentes évaluations et études du projet ;
- Tenir un système de classement approprié de la documentation du projet ;

2. Contribuer à la gestion administrative, budgétaire, financière et comptable de la mise en œuvre du projet ;

- Travailler en étroite collaboration avec les différentes structures partenaires (MJDH, OCLEI, services centraux, société civile etc) pour la préparation et le suivi de la mise en œuvre des budgets annuels conformément aux calendriers des donateurs ;
- Coordonner l'élaboration conjointe des demandes annuelles de fonds conformément aux plans et aux budgets approuvés ;
- Coordonner la réorientation, au besoin les révisions budgétaires ; s'assurer que la gestion financière et comptable des activités du projet est effectuée en conformité avec les réglementations nationales et les accords pris avec les bailleurs de fonds ;
- Coordonner les audits annuels du projet (élaboration des TDR, recrutement des prestataires, supervision du processus, etc).

3. Assurer la Représentation du projet

- Représenter le projet LucCEI au besoin auprès des partenaires gouvernementaux et non gouvernementaux, des bailleurs de fonds et d'autres agences ;
- Assurer que les cellules de planification, de suivi et d'évaluation de la mise en œuvre des activités du Ministère et de l'OCLEI sont régulièrement informées et représentées dans les réunions des partenaires et autres acteurs du projet ;
- Effectuer les visites régulières de terrain auprès des partenaires et acteurs et intégrer les expériences acquises au niveau du projet.

QUALIFICATION ET PROFIL DU CANDIDAT

Le coordinateur doit être de nationalité malienne ou établi au Mali. Par ailleurs, il doit remplir les critères ci-après :

- Être titulaire d'un diplôme universitaire (BAC+5) dans les domaines suivants : sciences sociales, Droits, Économie/Finances, gestion de projet, etc.
- Avoir au moins 5 ans d'expérience dans la coordination/gestion des projets de développement, notamment dans la gestion de programme pluridisciplinaire
- Avoir au moins 5 ans d'expérience de travail dans un poste de responsabilité dans le secteur public ou privé, de préférence dans un contexte de financement extérieur ;
- avoir des expériences dans la mise en œuvre des projets de renforcement des capacités des acteurs de la Justice, des structures de contrôle, des ONG et de la société civile ;
- avoir une bonne connaissance des problématiques des droits humains, de la justice, de la lutte contre la corruption

Constituent un atout :

- L'expérience dans un organisme de lutte contre la corruption, la délinquance financière et l'enrichissement illicite ;
- Le travail dans une ambassade ou une organisation internationale ;

CONDITIONS REQUISES

- Connaître l'environnement des droits humains et de la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite aux plans national, régional, sous régional et international ;
- Avoir une bonne connaissance de l'administration publique malienne ;
- Être apte à travailler sous pression ;
- Être capable de respecter la confidentialité et le secret professionnel ;
- Avoir de bonnes compétences en communication orale et écrite ;
- Avoir un esprit d'équipe et l'esprit critique ;
- Avoir une intégrité morale et un sens d'éthique et de la déontologie ;
- Être rigoureux dans le travail et avoir le sens du respect du supérieur hiérarchique et de ses collaborateurs ;
- Maîtriser l'outil informatique

DUREE DU CONTRAT DU COORDINATEUR

Le contrat est conclu pour la durée du programme.

OBLIGATIONS DU PROGRAMME

Le programme mettra à la disposition du Coordinateur l'ensemble des documents, dossiers et outils appropriés et nécessaires à l'exécution de sa mission. Il mettra également à sa disposition un bureau avec des équipements nécessaires pour assurer une bonne prestation de service. Une évaluation de la performance sera faite les six premiers mois et une copie jointe au rapport semestriel du projet. Par la suite, les évaluations se feront annuellement.

Les conditions d'emploi feront l'objet d'un contrat à négocier avec l'OCLEI.

PIECES A FOURNIR

Le dossier de candidature devrait comporter les pièces suivantes :

- Une lettre de motivation adressée au Président de l'OCLEI ;
- Un CV actualisé ;
- Une copie certifiée conforme des diplômes de formation supérieure ou équivalences ;
- Trois (3) lettres de recommandation ;
- Un extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois.

DEPOT DES DOSSIERS DE CANDIDATURE

Les dossiers de candidature peuvent être envoyés ou déposés directement à l'une des adresses suivantes au plus tard le 20 mars 2022 à 16 heures GMT :

- A l'accueil de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite, au rez-de-chaussée ;
- Ou par courrier électronique (louologuem@oclei.ml).

Pour tous renseignements complémentaires, s'adresser à l'Assistant des Ressources humaines, Place CAN, face à la station Total, Hamdallaye ACI 2000-Bamako.

Aucune soumission ne sera acceptée après la date limite indiquée.

Des interviews par un jury seront organisées avec les candidats présélectionnés. Les candidats présélectionnés pour les interviews seront informés dans un délai de 15 jours après la date de soumission des candidatures.

Bonne chance.

Mali : Mondoro orphelin de Barkhane?



Pendant que des images circulent sur les réseaux sociaux, accusant les militaires maliens d'être responsables de tuerie massive des populations du cercle de Niono, ce que rejette formellement l'Etat-major de l'Armée malienne, les forces de défense font le deuil, selon un bilan provisoire de 27 des leurs tombés dans une attaque terroriste qualifiée de « complexe », ce vendredi, contre le camp de Mondoro, dans le Centre-est du pays. Malgré la bravoure des forces de défense et de sécurité (FSD) qui ont réussi à anéantir 47 assaillants dont des chefs djihadistes, l'heure est à l'inquiétude au sein des populations qui se sont réunies ce dimanche pour manifester leur soutien total aux militaires. Dans le même temps, les populations n'ont pas manqué de pointer du doigt les « autorités » qui ont manqué de célérité dans la réaction contre l'assaut qui, en plus des morts, a fait 33 militaires blessés dont 21 grièvement, toujours selon la comptabilité macabre provisoire.

Un deuil national de trois jours dont se serait peut-être passée une population de Mondoro

et une armée malienne si les services de renseignement avaient fonctionné et que les militaires au lieu de se trouver dans une posture défensive étaient plutôt les attaquants. La meilleure défense, c'est l'attaque. La règle est universelle, et comme au football, ne saurait changer dans la stratégie militaire. Et comme il fallait s'y attendre, les terroristes ne pouvaient que profiter de ce battement entre le départ des soldats de la Force française Barkhane et une réorganisation efficace d'une armée malienne qui, à l'instar de ses homologues du Sahel et du reste de la sous-région, ne saurait mener cette guerre asymétrique. Certes, le professionnalisme et le patriotisme constituent la sève qui nourrit les troupes au front, mais ces valeurs sont loin, à elles seules, de mettre en déroute des hommes sans foi ni loi. Le renforcement des services de renseignement, et un plus dans les équipements, notamment aériens, ne peuvent que booster les résultats des FDS nationales dans cette lutte anti-terroriste qui décime les populations et anéantissent toutes les initiatives de développement.

Certes, « dormir sur la natte d'autrui, c'est dormir par terre », comme le dit l'adage bien africain, mais ce combat contre le terrorisme ne peut être mené, et le cas échéant gagné, que dans une synergie d'actions entre les forces armées nationales. Et même si la défense du territoire national et la sécurité des biens et des citoyens sont des domaines éminemment souverains, l'appui venant d'Etats partenaires bien précis, soutien basé sur des relations entre pays dans les règles de l'art, ne peut qu'être salutaire. Et de plus en plus, nombre de pays conscients de cette insuffisance en matière militaire, apprécient à sa juste valeur ce partenariat d'Etat à Etat, qui pourrait être renforcé par une force européenne et l'apport classique des Etats-Unis dans les secteurs de formation des militaires et l'appui en logistique aérienne. Et c'est la nouvelle mission que s'assigne Barkhane dans son redéploiement dans le Sahel dans son engagement dans la lutte contre le terrorisme.

Par WakatSéra

Déstabilisation du Nord Mali : Vers le scénario de 2012 !

Depuis quelques jours, on assiste à des déclarations incendiaires de la part de certains mouvements armés du Nord, précisément de la CMA, du HCUA et même du moribond MNLA. Ces mouvements, prétextant de la lenteur de l'exécution de l'Accord de paix, multiplient les chantages et des pressions à l'adresse de l'Etat. Mais nul n'est dupe, cette agitation cache mal les intentions belliqueuses de certains responsables de ces mouvements qui, en réalité, ont pour seul objectif de déstabiliser le Mali. Aussi, leur complicité avec la France n'est un secret pour personne. L'évidence est là.

En effet, dans un communiqué, publié jeudi 3 mars dernier, la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) dénonce la "mauvaise foi" des Autorités et la posture publique "belliqueuse" de certains membres du Gouvernement. Les auteurs de ce texte soulignent que l'Accord de paix dit d'Alger signé en 2015 est le "seul lien entre le Gouvernement et les Mouvements de l'Azawad". Ils disent que la CMA reste "attentive" à l'aspiration à "faire valoir (le) Droit à l'autodétermination. Le refrain de 2012 est de retour ! Ensuite, au cours de ces derniers jours, les différentes composantes de la CMA ont publié des communiqués belliqueux frisant une espèce de menaces à l'adresse des Autorités de la Transition.

Ainsi, dans une déclaration datée du lundi 28 février 2022, le HCUA tient des propos menaçants envers les Autorités de la Transition. A savoir : « -Invite les différentes structures du Mouvement à mobiliser les militants à tous les niveaux autour du plan d'action adopté lors de cette réunion extraordinaire; -Invite le Président de la Transition du Mali à clarifier la position de son Gouvernement par rapport à l'application de l'Accord d'Alger suite aux propos tenus par son Premier Ministre et son Ministre chargé des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale ; - Exhorte le Président de la transition à veiller à plus de retenu dans les sorties médiatiques de son Gouvernement pour ne pas rendre vains Les efforts déjà consentis pour la paix ; -Rappelle au Gou-

vernement malien, à l'opinion nationale et internationale que le seul instrument qui lie le mouvement à l'Etat malien reste l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger ; -...».

Même posture hostile de la part du MNLA qui, à l'issue d'une rencontre, déroulée les 26 et 27 février dernier, dans la Région de Tombouctou, la CMA affirme qu'elle constate : « la persistance d'une posture médiatique de plus en plus belliqueuse de la part d'une des Autorités les plus importantes de la transition ». « La rencontre appelle le MNLA et la CMA à exiger la clarification sur la volonté de la partie gouvernementale à mettre à œuvre l'Accord de paix, ... », lit-on aussi dans le communiqué. Toujours, dans la surenchère et la provocation, s'est tenue, le 24 février 2022, à Kidal, d'une cérémonie de remise des diplômes de la première promotion de l'Armée nationale de l'Azawad. Cette cérémonie s'est déroulée en présence des trois secrétaires de la Coordination des Mouvements de l'Azawad, (CMA), en l'occurrence Bilal Ag Sharif (pour le Mouvement National pour la Libération de l'Azawad-MNLA), Al-Abbas Ag Intallah (pour le Conseil Suprême de l'Unité de l'Azawad-HCUA) et Ibrahim Ould Handa (pour le Mouvement Arabe de l'Azawad-MAA).





Aux ordres du parrain français !

Ces différents actes de provocations interviennent au moment où la Force Barkhane et la Task Force Takuba ont été obligées de quitter notre pays. Ce retrait forcé suscite certainement la panique au sein de ces mouvements armés du Nord qui voient ainsi «leur parrain voire protecteur » partir.

En effet, ces mouvements ont toujours bénéficié du soutien de Paris. En 2013, l'opération « Serval » a soutenu le mouvement touareg séparatiste du MNLA (Mouvement National pour la Libération de l'Azawad) à Kidal. Cette mauvaise prise en compte du contexte politique local a hérisé l'opinion publique au nom de la violation de la souveraineté nationale

Ainsi, **le tropisme pro MNLA de la France a été étalé au grand jour dès le début de l'intervention française dans notre pays en 2013.** On se souvient que le MNLA qui avait été chassé de la ville de Kidal par les « djihadistes », avant l'intervention française, a réoccupé la ville grâce à l'aide de la France qui a interdit aux forces armées maliennes l'entrée de la ville lors de sa reconquête. Les Français justifient ce soutien par la lutte contre le terrorisme.

En fait, c'est lorsque les troupes françaises reprennent Kidal, les deux mouvements, MNLA et MIA, ont proclamé séparément leur volonté de lutter contre le « terrorisme ».

Ainsi, dans la foulée, le MNLA annonce la capture de deux grands « terroristes » en fuite, Mohamed Ag Mohamed et Oumaini Ould Baba. Mais, c'est la DGSE française qui tire les fi-

celles en coulisses. Son tropisme pro-Touareg est de notoriété publique. C'est dans cette ambiance que débarquent à Kidal les éléments précurseurs de l'Armée française pour la future bataille de Tigharghar : les commandos de l'armée de l'air, une unité des forces spéciales, les commandos de l'infanterie marine du premier RPIM (Régiment des Parachutistes de l'Infanterie Marine). Ils prennent contact avec le chef d'état-major du MNLA, le colonel Najim. Les Français ne voulaient pas traiter publiquement avec le MIA qui était trop sulfureux. D'ailleurs, ce mouvement mort-né se sabordera pour devenir HCUA (Haut – Conseil pour l'Unité de l'Azawad), signataire plus tard au sein de la CMA (Coordination des Mouvements de l'Azawad) de l'accord de paix et de réconciliation avec Bamako en 2015.

En outre la France de Sarkozy est soupçonnée d'être à la base du déclenchement de la rébellion touarègue, le 17 janvier 2012, dans notre pays.

Pour affaiblir Kadhafi, le Président français de l'époque, Nicolas Sarkozy, passe un pacte avec Mohamed Ag Najim (Chef d'Etat-major du MNLA). Ce dernier était soldat dans l'armée libyenne. Le marché était que s'il quittait la Lybie, la France l'aiderait au mieux dans ses revendications au Mali. En plus, Paris a fait en sorte que Niamey ferme les yeux sur le passage du convoi d'Ag Najim en direction du Nord du Mali.

Autre grief à l'encontre de la France, la rébellion du Mouvement National de l'Azawad (MNLA), lors de son déclenchement en janvier

2012, a été aussitôt condamnée par la CE-DEAO, l'Union Africaine (UA) et les États-Unis. Mais pas explicitement par la France ni par l'Union Européenne (UE).

Et, alors que de violents combats avaient lieu au Nord-Mali, le Ministre français des Affaires Etrangères, Alain Juppé, déclarait, le 7 février 2012, devant le Sénat français : « **La rébellion touarègue a remporté récemment d'importants succès militaires au Nord du fleuve Niger. (...) Un cessez-le-feu immédiat est pour nous impératif** ». Au lendemain de cette déclaration outrageante, un autre Ministre français tenait des propos justifiant la rébellion, le Ministre français de la Coopération de l'époque, Henri De Raincourt, le 21 février 2012, toujours devant le Sénat déclarait : « **Le non-respect des accords d'Alger de 2006, venant après l'échec de ceux de 1992, a incontestablement alourdi le climat entre les Touaregs et les gouvernements maliens** ».

Toutes ces déclarations et actes lèvent le voile sur le rôle, les intentions et la position réelle de la France par rapport à la crise du Nord.

Aussi, les agissements des mouvements armés du Nord ne devaient guère surprendre tant ils ont été et sont toujours au service du parrain français. Alors faut-il s'attendre à une nouvelle déstabilisation du septentrion malien ?

Mémé Sanogo
Source : L'Aube

Concours de la fonction publique : La transparence à tout prix !

Les rideaux sont tombés, le dimanche 6 mars 2022, sur les épreuves du concours de recrutement dans la fonction publique malienne au titre de l'exercice 2021. Ce concours s'est déroulé dans un contexte difficile, marqué les sanctions économiques et financières de la CEDEAO et de l'UEMOA infligées au Mali.

Le gouvernement de Transition a gagné le pari de l'organisation, mais cela ne suffit pas. Le changement ne doit pas être un vain mot, il mérite d'être traduit en action concrète. Les maliens ont les yeux rivés sur les autorités de la Transition pour la proclamation des résultats dans la plus grande transparence. Pour bénéficier d'un soutien populaire, les autorités doivent inéluctablement mettre fin aux pratiques et habitudes qui contrastent avec l'esprit de la Refondation tant prônée par les maliens.

Pour lutter efficacement contre le chômage des jeunes diplômés, le gouvernement organise chaque année des concours de recrutement à la fonction publique de l'Etat et des

collectivités. L'organisation de l'édition de cette année s'inscrit dans le cadre de la politique de recrutement du gouvernement. Pour le compte de l'exercice 2021, ils sont 62 448 candidats à prendre part au concours pour 883 emplois à pourvoir dans beaucoup de secteurs et concernant toutes les catégories. Ces candidats étaient repartis sur 16 centres dont 10 à Bamako et une dans chacune des régions concernées. Sur ce chiffre, 66% des demandes sont concentrées sur Bamako.

Les autorités de la transition ont placé ce concours sous le signe de la confiance retrouvée, de l'équité et de la justice. A les en croire, c'est pour réparer certaines injustices que le gouvernement en dépit des circonstances peu favorables a organisé le concours. A cause de la recrudescence du Covid-19, le gouvernement d'alors n'a pas pu organiser de concours en 2020. Une situation a été différemment interprétée par la population. Fidèle à sa politique d'absorption du chômage, le gouvernement de Transition a décidé d'organiser un concours de recrutement au titre de

l'exercice 2021 et un autre au titre de l'exercice 2022. Toute chose qui offrira des opportunités d'emplois dans les secteurs spécifiques des départements ministériels. Certes, les dispositions prises par le gouvernement ne suffiront pas pour offrir un emploi à tous les jeunes diplômés sur le marché de l'emploi mais elles pourront donner du sourire à plus d'un.

Il faut noter que les concours d'entrée dans la fonction publique se sont déroulés dans les centres régionaux et du district de Bamako. Le mot d'ordre ces examens se résume en trois principes : justice, équité et transparence. Il est important de s'attarder sur quelques mesures prises par le gouvernement. Cette année, les sujets seront dans des valises sécurisées codées et les codes ne seront transmis que sur le lieu des examens au jour J. Les copies aussi seront sécurisées pour éviter les manipulations. Une autre équipe est à pied d'œuvre pour vérifier les diplômes de tous les potentiels candidats qui sont à priori retenus. Ce qui dénote de la volonté des autorités de la Transition à garantir la transparence et l'équité dans l'offre des emplois.

Avec le pari de l'organisation gagné par le département en charge de la fonction publique, tout porte à croire que les résultats de ce concours ne souffriront pas d'irrégularité et de contestation.

■ Ibrahim SANOGO





Éducation non formelle : Des actions fortes en gestation

Dans le cadre du partenariat de la société civile pour un plaidoyer en faveur de l'éducation non formelle au Mali, une délégation conduite par le coordinateur du projet AAPPOR, Fakassi Fofana, a été reçue, le lundi 7 mars 2022, par la directrice de l'académie de Bamako rive droite, Touré Zahiatiou Ayouba. C'était en présence du directeur adjoint, Youssouf Konaté, du chef de division de l'éducation de base, Mme Ba Aissata Coulibaly et du chef de division communication administration finance, Diomo Tembiné.

La rencontre de prise de contact s'est vite transformée en une séance de travail. Les visiteurs du jour ont profité de cette occasion pour donner d'amples explications sur le projet dont l'objectif est de créer un environnement sous régional favorable à la promotion de l'éducation non formelle et propice à une meilleure synergie entre les gouvernements et la société civile active dans le secteur.

Il est important de préciser que le droit à l'éducation est une priorité pour toute nation qui aspire à un développement harmonieux. Envi-

ron 262 millions d'enfants de 6 à 17 ans sont non scolarisés (EADE) dont 64 millions en âge de fréquenter le primaire. Les proportions des EADE sont plus fortes au Burkina Faso, Mali, Niger et Tchad. Force est de constater que les effectifs des EADE sont en crescendo. Les facteurs qui favorisent ce tableau sombre sont entre autres : la croissance démographique, la pauvreté de masse, les chocs sécuritaires, les séquelles de la Covid-19, les faibles dotations budgétaires, le manque de coordination entre acteurs, etc.

Il convient de rappeler l'idée d'un Consortium. L'objectif de l'éducation est entravé par de nombreux défis dans les 4 pays cibles. GRADE Africa (Niger), APENF (Burkina Faso), AAPPOR (Mali) et UP (Tchad) se sont organisés en consortium pour militer en faveur d'une intégration de l'éducation et de la formation à travers une mobilisation des acteurs et des personnes défavorisées

Selon le coordinateur du projet AAPPOR, les défis à relever portent sur l'inadéquation entre une forte proportion d'EADE et une offre limi-

tée d'AENF, une faible implication des Etats dans la mobilisation des ressources et une faible coordination, un faible partage des bonnes pratiques et l'absence d'harmonisation des pratiques entre les pays jeunes et enfin la faible capacité à créer des emplois massifs. aux La théorie du changement comme fil conducteur du projet se repose sur quatre axes d'intervention que sont : la création d'un cadre partenarial dynamique pour les acteurs AENF, l'habilitation des acteurs de l'AENF à insuffler un changement, l'amélioration des financements destinés au secteur AENF, le repositionnement stratégique de l'AENF au titre d'une stratégie régionale de développement.

Après cette brillante explication des membres de la délégation, la Directrice de l'académie d'enseignement de Bamako rive droite, Mme Touré Zahiatiou Ayouba a manifesté un grand intérêt pour ce projet qui vient à point nommé. Subséquemment, elle a rassuré ses partenaires de l'accompagnement sans faille de sa structure pour relever les défis qui se posent au sous-secteur de l'éducation. Les deux parties ont décidé de se rencontrer prochainement pour approfondir les discussions.

■ Ibrahim SANOGO

Hausse du prix du tourteau de coton : Les acteurs du secteur chez le ministre Mahmoud Ould Mohamed



Le ministre de l'Industrie et du Commerce, Mahmoud Ould Mohamed, a rencontré les responsables de la Fédération Nationale des Producteurs d'Huile et d'Aliments Bétail (FENAPHAB) et de la Fédération de la Filière Bétail Viande ce lundi. Ceux-ci étaient venus échanger avec le ministre sur la façon de ramener la graine de coton sur le marché à un prix plus abordable. Ce, d'autant que le Mali, avec une production record, confirme encore sa position de leader dans la production du coton qui joue un rôle moteur

dans l'économie nationale largement dominée par l'agriculture.

Un classement honorable pour notre pays dans la production de coton qui ne doit en aucun cas justifier cette hausse à laquelle nous assistons, estiment les représentants de la filière bétail viande. Pour offrir l'aliment bétail à un prix abordable pour tous, au delà de la répression économique, les participants à la rencontre avec le ministre recommandent donc de stopper l'exportation du tourteau.

Aussi invitent-ils à respecter les engagements

pris entre le Ministère de l'Economie et des Finances et la Fédération Nationale des Producteurs d'Huile et d'Aliments Bétail.

Un souci partagé par le ministre Mahmoud Ould Mohamed, pour qui le respect des engagements contribuera à freiner la spéculation et à trouver des réponses appropriées aux préoccupations soulevées dont la hausse ostentatoire du prix du tourteau sur le marché. Pour le Chef du département de l'Industrie et du Commerce, face à la situation économique que traverse le pays, le problème doit être pris à "bras le corps" pour soulager les populations à quelques semaines du mois sacré de Ramadan. Une rencontre jugée utile par les participants.

Par ailleurs, les responsables de la Fédération Nationale des Producteurs d'Huile et d'Aliments Bétail (FENAPHAB) ont, sur un tout autre plan, décidé de se manifester en soutien aux Forces Armées et de Sécurité, répondant à l'appel patriotique des hautes autorités dans le cadre du réarmement moral des Forces de Défense et de Sécurité. En effet, le Président de ladite Fédération, M. Mamadou Ouattara, a remis un chèque géant de 20 millions de francs CFA au ministre de l'Industrie et du Commerce au nom de sa fédération.

L'événement s'est déroulé dans la salle de conférence du département de l'Industrie et du Commerce. En remettant le chèque au ministre Mahmoud Ould Mohamed, le Président Mamadou Ouattara, a justifié le geste de sa Fédération par la volonté de répondre à l'appel du Mali.

Le ministre de l'Industrie et du Commerce les a remerciés pour ce geste hautement patriotique qui fera date dans les annales de l'histoire de notre pays.

Il les a remerciés au nom du Président de la Transition, le Colonel Assimi Goita, et du Premier ministre, Chef du Gouvernement, Dr Choquel Kokalla Maiga. Il les a enfin invité à s'investir davantage pour dépasser le cap difficile que notre pays traverse, face aux sanctions économiques et financières qui lui ont été imposées par la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO). Un cap difficile face auquel le ministre Ould Mohamed et son staff ne ménagent aucun effort pour le confort des Maliens !

■ Yama DIALLO



DIONA DIONA
PHOENIX
Pour un nouveau souffle de vie



SERVICE DE NETTOYAGE

(PROFESSIONNEL, FIABLE, EFFICACE)

Résidentiel & Commercial

Nos services

- ✓ Nettoyage basique (Balai, Serpillière)
- ✓ Nettoyage du sol en profondeur (Carreaux et joints de carreaux avec mono-brosse)
- ✓ Nettoyage en profondeur de l'établissement (Dessus et dessous de meubles, Plafonds, Ventilateurs, Vitres, Miroirs, Portes et fenêtres)
- ✓ Nettoyage et protection des meubles en cuir
- ✓ Lavage de tapis (Sur place et séchage en 6 heures maximum)
- ✓ Lavage de Meuble en tissus, en velours et en faux cuir (Fauteuils, Canapés et chaises)
- ✓ Lavage en profondeur des dalles externes

-25%
DE RÉDUCTION
SUR LE 1ER SERVICE RENDU

CONTACTS:

+223 76 39 51 50 - 76 39 73 65

L'URD et le RPM, deux partis, même destin : Les héritiers de Soumaila Cissé et de Ibrahim Boubacar Keita s'entre déchirent

L'Union pour la République et la Démocratie, URD et le Rassemblement pour le Mali, RPM, tous sortis des flancs de l'Alliance pour la Démocratie au Mali- Parti Africain pour la Solidarité et la Justice, ADEMA-PASJ, connaissent pratiquement le même sort que leur géniteur, à savoir une crise de leadership après le départ de leurs présidents fondateurs. Si l'ADEMA, bon an mal an arrive à se tirer d'affaire en faisant une union sacrée autour de son Président Marimantia Diarra, les deux autres partis sont dans le creux de la vague et cherchent leurs voies après le décès de leurs leaders charismatiques. Tous les deux partis sont devant les tribunaux. Crise de croissance, guerre de positionnement ou de leadership ? Certainement tous les trois, au grand dam des militants qui n'aspirent qu'à la cohésion et à l'unité pour faire triompher les idéaux qui ont sous tendu leur création. Peut-on encore sauver les meubles et donner à ces deux partis leur lustre d'antan ? A défaut d'avoir un consensus pour un règlement à l'amiable des différends au sein de leurs formations, la justice ne peut-elle pas trancher en faveur de la légitimité ?



Soumaila Cissé et Ibrahim Boubacar Keita, arrachés à la grande affection du peuple malien en général et des nombreux militants et sympathisants de leurs partis en particulier, se retourneront dans leurs tombes en voyant le spectacle auquel leurs héritiers s'adonnent. Tous les deux partis sont devant les tribunaux. Il y a une véritable crise de leadership et d'homme de consensus pour assumer la responsabilité et surtout la place que les deux présidents ont laissé vacante. Si au RPM la crise est moindre, à l'URD elle est très profonde.

Crise de leadership et d'homme de consensus

Si le leadership du Président du RPM, Dr Bocarî Tréta est moins contesté, il est loin d'être un homme de consensus. La faute qu'il aurait commise serait de s'auto proclamer candidat du parti à l'élection présidentielle et cela lors du Comité central du parti. Instance, certes statutaire, selon les opposants, mais qui ne devrait pas se prononcer sur le choix du candidat à l'élection présidentielle dont la date n'a pas été fixée. Pour les détracteurs de Tréta, ce rôle est dévolu à une instance plus repré-

sentative, donc plus légitime qui est le congrès. Comme si cela ne suffisait pas le Président des tisserands s'est aussi donné le luxe et l'autorisation de renouveler les mouvements affiliés comme celui des femmes et de jeunes. Les résolutions issues de ce comité central du RPM ont été attaquées par le secrétaire général, Me Baber Gano, le Président des jeunes Moussa Tembiné, non moins ancien Président de l'Assemblée Nationale, le secrétaire à l'organisation Mamadou Diarrassouba et non moins membre du Conseil National de Transition, CNT, pour ne citer que ces têtes de



proue. Les arguments avancés par les plaignants pour invalider les décisions du Comité central ne semblent pas suffire, d'où le rejet de la requête. Tréta et ses partisans semblent désormais avoir le vent en poupe et peuvent allègrement continuer leur marche.

Quid de l'URD ?

Si le feuilleton juridico-politique au sein du RPM n'a pas connu trop de soubresauts, celui de l'Union pour la République et la Démocratie s'annonce complexe y égard aux interférences extérieures. En effet, après le rappel à Dieu de son Président l'honorable Soumaila Cissé, le parti de la poignée des mains est dans une véritable zone de turbulence. Deux camps s'affrontent désormais pour le contrôle de l'appareil du parti. Le camp du premier vice-président Salikou Sanogo et celui de nouveau Président de l'URD issu du congrès extraordi-

naire du dit parti, à savoir l'honorable Gouagnon Coulibaly. Sans nul doute, après ce congrès extraordinaire qui a mobilisé toute la base de l'URD, à l'intérieur comme à l'extérieur du Mali, la légitimité est du côté de Gouagnon Coulibaly. Il reste à ce camp de prouver que toutes les procédures ont été respectées pour aboutir à cette légitimité indispensable pour s'asseoir sur le fauteuil de Président de l'URD. Le camp du premier vice-président qui ne saurait revendiquer le soutien ferme et entier d'une seule section parmi les 55 de l'intérieur et la trentaine de l'extérieur, ne compte que sur un coup de pouce de la justice et des soutiens haut placés de l'administration pour continuer à diriger une coquille vide. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Le congrès extraordinaire a mobilisé plus de 1200 délégués et chaque section y était représentée, les structures de base que sont les comités et les sous-

sections ont pris part à cette instance statutaire. C'est pourquoi sans être dans les secrets de la délibération, la justice malienne tranchera en faveur de la légitimité et boutera les plaignants contre le congrès extraordinaire, comme ce fut le cas au sein du RPM.

En définitive, quelque soit l'issue de ces deux procès, à savoir celui au sein du RPM et le procès au sein de l'URD, les deux partis sortiront très affaiblis et certainement leurs chances d'accéder au pouvoir se réduiraient considérablement. A cela s'ajoute la mauvaise image que les héritiers de ces deux hommes d'Etat, à savoir IBK et Soumaila Cissé, laisseront aux yeux de l'opinion.

Youssef Sissoko
Source : L'Alternance



Interview Mountaga Tall : « Au-delà de la Transition, le temps au Mali n'est pas de se compter, de se combattre, de se stigmatiser mais au contraire de se rassembler »

Président du CNID Faso Yirawa-ton, ancien député de Ségou, ancien ministre de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique et celui de la Communication, membre fondateur du M5 RFP. Pour lui, au-delà de la Transition, le temps au Mali n'est pas de se compter, de se combattre, de se stigmatiser mais au contraire de se rassembler. Maître Mountaga Tall à cœur ouvert au journal l'Alternance.

L'Alternance : Une double sanction de la CEDEAO et de L'UEMOA pèse lourdement sur le Mali, quelle lecture vous en faites ?

Me. TALL : Ces sanctions, je l'ai soutenu en de nombreuses occasions, sont injustes, disproportionnées et aussi contre-productives. Pour toutes ces raisons, elles sont inacceptables et doivent être immédiatement levées. Vous l'aurez remarqué, elles ont été unanimement dénoncées au Mali dans un formidable élan d'unité autour de notre pays.

La levée immédiate de toutes les sanctions injustes, inacceptables et disproportionnées infligées à notre pays, unanimement dénoncées par l'ensemble des maliennes et maliens soutenus par de nombreux autres peuples africains et du monde. Ces sanctions, sachons le, impactent toutes les économies de notre communauté régionale et fragilisent surtout les couches les plus défavorisées dont certaines pourraient être tentées de chercher le salut auprès de marchands d'illusions terroristes qui infestent le Sahel et migrent vers d'autres pays de la sous-région. Et cela intervient alors que les économies et populations subissent les affres de la pandémie de la COVID-19. Nous devons tous y réfléchir.

L.A : Malgré toutes les assurances données par le gouvernement du PM Choquel k Maïga, le Mali peut-il tenir encore longtemps ?

Me. TALL : Le challenge n'est pas de rester dans un bras de fer et de tenir longtemps ou pas. Il s'agit au contraire de créer les condi-



tions d'un retour à la normalité et au retour du Mali, dans l'honneur, la dignité et la souveraineté retrouvée dans le concert des nations sur la base des efforts de médiation menée par des Africains pour régler une difficulté entre frères africains. C'est en cela que toute

l'Afrique, qui a besoin de tous ses enfants se renforcera. Mais j'insiste : la souveraineté du Mali et le respect dû à notre peuple ne se marchandent pas. Elles s'imposent aux maliens et à tous les partenaires du Mali.

L.A : L'une des tares de la Transition est sans nul doute le manque d'inclusivité, que faut-il faire pour rassembler le plus largement possible les maliens pour une Transition réussie ?

Me. TALL : Au-delà de la Transition, le temps au Mali n'est pas de se compter, de se combattre, de se stigmatiser mais au contraire de se rassembler. Unis, nous ferons face à toutes les adversités et relèveront tous les défis qui se posent à nous.

Mais l'inclusivité n'est pas l'impunité et rassemblés, nous devons réparer les torts subis par notre peuple.

Nous rassembler, c'est refuser tous les antagonismes factices. Les seules choses qui devraient dès lors nous importer demeurent l'amour de la patrie, l'intégrité et la compétence. Notre hymne dit bien " Un Peuple, un But, une Foi » et la devise de notre Parti est : « Rassembler pour Construire. »

L.A : Il y a une brouille diplomatique entre le Mali et la France, laquelle brouille a abouti à l'expulsion de l'Ambassadeur du second par le premier, le Mali ne pouvait-il pas faire l'économie de cette expulsion en se tournant vers l'essentiel ?

Me. TALL : On dit chez nous que les dents et la langue peuvent se brouiller. Les incompréhensions, même les conflits peuvent survenir dans les relations entre États. Il faut juste veiller qu'ils ne se transforment en crise durable. Je voudrais croire que le Mali et la France ti-



reront tous les enseignements de la crispation actuelle pour envisager des relations plus apaisées dans le respect mutuel et la préservation de leurs intérêts réciproques. A cet égard, vous observerez que le Mali est resté modéré en ne déclarant pas l'ambassadeur persona non grata.

L.A : Le nœud gordien entre la CEDEAO et le Mali est la durée de la Transition, que conseilleriez-vous au gouvernement pour sortir de cet imbroglio ?

Me. TALL : En aout-septembre 2020, nous avons proposé à la CEDEAO de ne pas rester dans le dogme des délais prédéfinis et d'éviter

toutes les mesures prêtes à porter. Nous n'avons pas été entendus. Aujourd'hui encore, je pense qu'il faille s'asseoir autour d'une table pour lister les tâches qui ne peuvent ou ne doivent être différées et évaluer le temps pour leur mise en œuvre. Ainsi, il y aura un délai consensuel pour une Transition refondatrice qui organiserait des élections dont les résultats seront acceptés par tous.

Propos recueillis par Youssef Sissoko
Source : L'Alternance



Organisation des activités culturelles en période de deuil national : Le ministre Andogoly Guindo met fin à la chienlit

Suite à l'attaque meurtrière du Poste de sécurité des Forces Armées Maliennes (FAMa) de Mondoro, perpétrée dans la matinée du vendredi 4 mars 2022, le Gouvernement du Mali a décrété un deuil national de 3 jours sur toute l'étendue du territoire national à compter du samedi 5 mars 2022. Malgré le deuil national, certains acteurs culturels ont décidé de maintenir leurs activités festives, raison pour laquelle le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme, Andogoly Guindo a, dans un communiqué, invité ces personnes à l'observation stricte de ce mot d'ordre du deuil national. Ce, par l'arrêt immédiat de toute manifestation culturelle de réjouissance populaire, au moins pendant la période du deuil national.

Malgré que certains de nos soldats aient perdu leurs vies dans la lutte contre le terrorisme vendredi à Mondoro, certains acteurs du monde la Culture ont décidé de maintenir leurs activités qui devaient se tenir le week-end malgré le deuil national décrété par le Gouvernement. Devant l'atrocité du drame vécu, sur les réseaux sociaux de nombreuses personnes ont dénoncé cette attitude ingrate envers ceux qui ont sacrifié leurs vies pour la patrie. Raison pour laquelle, le ministre en charge de la Culture, a décidé de prendre le taureau par les cornes pour mettre fin à tout cela. Ce, à travers un communiqué publié dans la soirée du samedi (premier jour du deuil national).

Dans ce communiqué, le ministre de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme s'est incliné devant la mémoire de nos vaillants soldats tombés sur le champ de l'honneur, dans la défense de la Patrie, avant de présenter ses condoléances aux familles éplorées et à l'ensemble de la nation malienne. Puis, souhaité prompt rétablissement aux blessés.

Par ailleurs, le ministre Guindo, en charge de l'Artisanat, de la Culture, de l'Industrie Hôtelière et du Tourisme a invité les acteurs de l'industrie culturelle, les artistes et l'ensemble de la communauté des créateurs à une stricte observance du deuil national. Et à cet effet, il en a appelé à la compassion et à la solidarité de chaque acteur et de chaque artiste avec les familles endeuillées et a demandé instamment l'arrêt immédiat de toute manifestation culturelle de réjouissance populaire, au moins pendant la période du deuil national.

Cette décision du ministre Andogoly Guindo a été saluée à juste titre comme salutaire et très



responsable par de nombreux internautes. Qui considèrent ces acteurs culturels ayant maintenu leur programmation du weekend comme ceux qui n'ont aucune notion de compassion ou de solidarité. « Ils n'éprouvent rien aux morts, seuls leurs business les intéressent » affirmaient-ils.

En clair, il faut de l'ordre dans le secteur de l'industrie culturelle. Pour rappel, le lendemain même de l'attaque de Songho dans la région de Bandiagara où plusieurs dizaines de civils sont morts, ces gens ont maintenu leurs activités festives dans la capitale comme si rien de grave ne se passait dans le pays, alors que c'était le moment où tout le monde devait

compatir avec les familles endeuillées. Dans ce chapitre, le promoteur d'un évènement bien prisé (Bama Art) est toujours cité. Pour preuve, après l'attaque meurtrière à Mondoro le vendredi dans la matinée, il a maintenu le concert géant qui devait se tenir le même soir du vendredi. Avec cette nouvelle "épée pendu" du ministre Guindo, on peut fonder espoir que dorénavant ils apprendront à compatir avec l'ensemble des Maliens. C'est cela le Mali Koura.

Adama Tounkara
Source : Le Sursaut

Guerre en Ukraine : Les étudiants indiens pris au piège, les relations Moscou- New Delhi mises à mal

Depuis l'Inde, la guerre en Ukraine semble éloignée et la diplomatie refuse d'ailleurs de prendre une position tranchée sur le conflit. Mais sur internet elle s'invite dans le débat public. Des milliers d'étudiants indiens sont coincés en Ukraine. Les internautes suivent depuis deux semaines le récit de leur difficile rapatriement...

Presque tous les jours, le ministre des Affaires étrangères, Subrahmanyam Jaishankar publie sur son compte Twitter des photos d'étudiants soulagés qui rentrent en Inde depuis Budapest ou Bucarest. Devant les Nations-Unies, l'Inde s'est abstenue deux fois de condamner l'agression de Vladimir Poutine, devant le Conseil de sécurité et devant le Conseil des droits de l'homme.

« Opération Gange »

Pas question de se fâcher avec la Russie, un allié de longue date et un très important partenaire militaire. Depuis le début de la guerre, New Delhi a donc fait du rapatriement de ses citoyens, baptisé « Opération Gange », le cœur

de sa communication.

Le problème, c'est que les messages de détresse d'étudiants bloqués sur place s'accroissent sur les réseaux sociaux et font la Une. Comme cette vidéo postée depuis l'université de Sumy en Ukraine, où l'on voit des dizaines d'étudiants affirmer qu'ils vont mourir s'ils ne sont pas évacués.

La mort d'un étudiant sous les tirs russes à Kiev a aussi soudainement rapproché la guerre du sous-continent et terni la relation avec Moscou qui affirme que les forces de sécurité ukrainiennes se servent des étudiants indiens comme boucliers humains, ce que New Delhi réfute.

Le système éducatif indien en question

Cela a aussi généré une interrogation : pourquoi tant de jeunes indiens sont-ils partis étudier si loin ? La polémique enfle. Ils étaient entre 15 000 et 20 000 à étudier en Ukraine avant le déclenchement des hostilités. Une interview du père de l'étudiant tué, qui explique qu'il a envoyé son enfant en médecine à l'étranger parce que c'était trop cher en Inde a fait le tour des réseaux. Le ministre des Affaires parlementaires lui a donné raison en affirmant que 90 % des étudiants indiens en médecine partis à l'étranger avaient échoué au NEET, l'examen public d'entrée pour le secteur médical. Les internautes sont donc nombreux à accuser le gouvernement de Narendra Modi de ne pas ouvrir assez de places de concours, ce d'autant que l'Inde manque cruellement de docteurs. « Ils ne seraient pas morts en Ukraine s'ils avaient pu étudier en Inde », peut-on lire sur de nombreux messages. Un rapport de l'organisme chargé de valider les études médicales à l'étranger a fini d'enflammer la Toile. Il montre qu'en plus de l'Ukraine, des centaines d'Indiens sont partis étudier dans des pays éloignés et parfois pauvres tels que la Biélorussie, l'Azerbaïdjan ou même le Soudan et la Tanzanie.

Source : RFI





Sénégal : Le pays attend toujours son Premier ministre

Le président Macky Sall avait annoncé le rétablissement du poste le 24 novembre 2021, il y a plus de trois mois, et l'Assemblée nationale a voté le projet de loi en ce sens le 10 décembre. La fonction de chef de gouvernement avait été supprimée à la surprise générale en 2019. Le chef de l'État a justifié son retour par ses nouvelles responsabilités à la tête de l'Union africaine. Mais l'attente d'une nomination et d'un éventuel remaniement du gouvernement se prolonge.

Fin janvier, on nous a demandé d'expédier les affaires courantes », raconte un conseiller ministériel. « Mais depuis, on continue à travailler comme si de rien n'était. On reste à l'écoute. » Une « situation d'entre-deux étrange », affirme une autre source, qui « a pu créer des blocages sur certains dos-

siers».

Le Premier ministre sera nommé « après les élections locales » du 23 janvier, avait affirmé le président Macky Sall lors d'un entretien accordé à RFI et France 24 en décembre, sans préciser de calendrier. Des élections marquées par la défaite de plusieurs ministres candi-

dats.

La décision aurait d'abord été retardée par la victoire des Lions à la CAN de football, assure un membre de la coalition présidentielle, puis par l'organisation de la cérémonie d'inauguration du nouveau stade du Sénégal le 22 février dernier. Mais au-delà d'un agenda chargé, un proche de l'exécutif évoque désormais une autre piste envisagée : celle de nommer un Premier ministre et un nouveau gouvernement après les élections législatives fixées le 31 juillet. « Cela n'aurait pas de sens de mettre en place une nouvelle équipe pour quelques mois », explique-t-il.

De son côté, le ministre porte-parole de la Présidence Seydou Guèye indique simplement que le chef de l'État « n'est pas lié par des délais ».

Source : RFI

MERCATO - PSG : M'Bappé reçoit un nouvel appel du pied pour son avenir !



Invité à se prononcer sur l'avenir de Kylian Mbappé, Noël Le Graët assure qu'il espère voir l'attaquant du PSG prolonger son contrat qui s'achève en juin prochain. Comme révélé en exclusivité par le10sport.com, Kylian Mbappé a un accord verbal avec le Real Madrid ce qui le rapproche d'un départ libre à l'issue de la saison. Le PSG ne compte toutefois lâcher l'affaire dans ce dossier et tente de convaincre son attaquant de prolonger, au moins deux saisons supplémentaires, en lui proposant un salaire démentiel. Et Noël Le Graët espère que les Parisiens réussiront à inverser la tendance.

LE GRAËT VEUT QUE MBAPPÉ RESTE AU PSG

« Moi, je le vois souvent, vous vous en doutez bien. Très souvent. J'aimerais qu'il reste à Paris, c'est une réponse banale. Il est encore jeune (23 ans, ndlr). Je ne vois pas ce qu'il peut trouver de plus grand que Paris. Paris a une marge de progression énorme, autant que les clubs espagnols aujourd'hui. Je le vois mal en Angleterre. Je me trompe peut-être. Mais c'est un Parisien. Il joue bien au ballon. Il est estimé. Techniquement, il est très, très fort. Il est beau. Et il est heureux à Paris. Il peut tenir encore trois ou quatre ans au PSG », lance le président de la FFF au micro d'Europe 1.

Source : <https://le10sport.com>

MERCATO - BARCELONE : Cette énorme confirmation sur la situation d'Ousmane Dembélé !

Pour rester au FC Barcelone, Ousmane Dembélé n'a jamais vraiment changé ses positions sur le plan économique. Et Joan Laporta ne semble pas encore prêt à s'aligner sur les exigences de l'international tricolore.

Cet hiver, Ousmane Dembélé a énormément fait parler de lui. Alors que le FC Barcelone a tenté par tous les moyens de le prolonger, l'international tricolore aurait toujours campé sur ses positions sur le plan économique, affichant des exigences mirobolantes. De ce fait, Joan Laporta, visiblement lassé par la situation de l'ailier de 24 ans, a essayé de s'en séparer lors du dernier mercato hivernal. Et malgré son échec pour vendre Ousmane Dem-

bélé, le président du FC Barcelone ne semble pas encore être en mesure de s'accorder sur les exigences du champion du monde 2018. LAPORTA NE S'EST PAS ENCORE ALIGNÉ SUR LES EXIGENCES DE DEMBÉLÉ

Comme l'explique Foot Mercato, Ousmane Dembélé aurait bien demandé à rester au FC Barcelone sous certaines conditions financières. Mais jusqu'à présent, Joan Laporta ne se serait pas aligné sur les exigences économiques de l'international tricolore. À voir ce qu'il adviendra du champion du monde 2018 d'ici cet été, alors que son contrat arrive à son terme en juin prochain. Affaire à suivre...

Source : <https://le10sport.com>





Bélier (21 mars - 19 avril)

Prudence avec votre relationnel au travail. Vous pourriez ressentir de l'exaspération avec certains de vos collègues, et particulièrement de sexe féminin. Votre nature impatiente risque de se trouver mise à l'épreuve. Anticipez, en évitant les discussions.

Une certaine vigilance est requise concernant vos dépenses journalières. Essayez de vous contrôler, et de modérer votre instinct d'acheteur compulsif. Quelques désagréments imprévus pourraient vous surprendre, et venir ainsi amputer votre budget.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Niveau professionnel, rien ne vous arrête, vous êtes dans une bonne dynamique. Vous ne laissez personne vous passer devant. Vous êtes prêt à vous battre bec et ongles pour conserver votre place de leader. Attention aux petits commérages.

Vous avez une nette tendance à vouloir prendre des risques. Certains vous diront que c'est abusé, d'autres vous encourageront à foncer. Quitte à investir, prenez conseil auprès de personnes avisées. La chance est avec vous, profitez-en.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Au bureau, au téléphone, derrière un ordinateur, pendant une réunion, durant un entretien d'embauche, en tant que vendeur, manutentionnaire, employé ou cadre, vous aurez toutes les peines du monde à rassembler vos idées. Aujourd'hui, ce sera le cirque...

Un bon tuyau au tiercé ? L'opération boursière du siècle ? Un investissement réservé d'habitude aux magnats de la finance ? Dites non à tout. Les dissonances de Neptune vous feront même croire que l'univers est à vendre pour une bouchée de pain...



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Retrouver une meilleure place est votre désir ! Vous sentez une mauvaise atmosphère au travail. Elle vous pèse et engage des démarches. Votre activité peut avoir un rapport avec le classement de documents. Réfléchir, organiser peut vous être demandé.

Les dépenses concernent les charges familiales. Vous réduisez le plus possible votre train de vie. Du bricolage ou de bonnes affaires peuvent vous aider. Elles contribuent à faire des économies. Des concessions sont à faire pour garder une stabilité.



Lion (22 juillet - 23 août)

Uranus va vous apporter des changements dans votre travail, domaine très important dans votre vie. Mais les transits de vos noeuds lunaires vous demandent de lâcher un peu le secteur professionnel pour vous recentrer davantage sur vous-même. Alors à l'action !

Une rentrée d'argent pourrait arriver, un héritage, un don, provenant d'un oncle d'Amérique ou d'un lointain parent. C'est une bonne nouvelle pour vous, quoi qu'il en soit. Des idées d'investissement vous taraudent, vous vous questionnez à ce sujet.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Dans le travail, vous avez besoin d'indépendance. L'occasion est peut-être venue de penser à vous installer à votre compte. Par précaution, prenez toutes les informations nécessaires avant de vous lancer dans cette nouvelle aventure.

Il est difficile de résister à l'envie de dépenser sans compter. Il suffit d'une grosse dépense imprévue, et vous paniquez. Pour surveiller vos comptes en temps et en heure, vous vous jetez illico sur l'application bancaire de votre smartphone.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Aujourd'hui, vous serez assez soupe au lait ! Vous rêverez à d'autres horizons et vous penserez à plein de projets. En clair, à tout sauf à vos tâches professionnelles de ce jour. Vous manquerez d'assiduité... À vous de remettre la main dessus !

Remboursements de votre mutuelle, allocation, la moindre arrivée d'argent sur votre compte bancaire fera l'objet d'une vérification de votre part. Vous ne laisserez rien passer. Idem pour les dépenses. Tout devra être scrupuleusement correct !



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Changer d'activité vous séduit de plus en plus. Pour réussir à passer ce cap, écoutez les conseils des uns et des autres. Un de vos collègues vous donne du courage. Le nouveau poste peut vous délivrer des responsabilités. Gardez confiance en vos compétences !

Vous craquez pour des choses superflues. Les articles de sport ou de loisirs peuvent représenter une coquette somme ! Votre salaire couvre assez les dépenses. Il part très vite ! La situation peut vous stresser ! Pourtant, vous avez un revenu stable.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Mercury vous aide à une communication forte. Votre esprit semble plus pétillant et créatif que jamais, votre travail s'en trouve grandement favorisé. Vous êtes curieux de tout, et votre désir d'acquiescer des connaissances est très élevé. Que du positif !

Une fois n'est pas coutume, c'est comme si vous perceviez le pouvoir de l'argent ! Pour vous, c'est juste un moyen d'agir à votre guise, il vous apporte cette liberté que vous aimez tant. Mais aujourd'hui, vous voyez la chose sous un autre angle !



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Aujourd'hui, on vous offre de nouvelles responsabilités. Un changement de poste est envisageable. Profitez-en pour vous poser les bonnes questions. Les vibrations sont favorables si vous avez un projet à concrétiser. Vous trouvez des appuis.

La stabilité est le mot d'ordre de cette journée. Vous progressez. Vos finances sont équilibrées, votre budget est bien géré. Vous profitez d'une belle éclaircie. Vous faites du profit. Les bénéfiques sont intéressants pour vos futurs projets.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Si vous êtes opérateur sur une chaîne de production, vous allez vous rendre compte que certaines pièces ne correspondent pas aux critères de qualité... Votre signal d'alerte ne sera pas entendu. Du coup, vous continuerez comme si de rien n'était.

Aujourd'hui, votre souci financier va disparaître... Non, ami Verseau, vous n'êtes pas magicien, quoique ! Vous allez simplement contacter Papa et Maman... Pouvez-vous me faire un chèque ou un virement s'il vous plaît... Et hop, plus de découvert !



Poisson (19 février - 21 mars)

Face aux tâches, un moment de découragement se fait sentir. Vous avez besoin de vous épanouir ! Un nouveau travail est votre quête. Écoutez les pistes que l'on vous propose. Lisez bien les annonces. Restez prudent avant tout engagement vers un nouveau poste.

Vous devez faire attention aux dépenses exagérées. Elles ont été importantes durant tout le mois. Le temps est arrivé de faire des économies ! Pour cela, comparez les tarifs, faites du recyclage. Cette démarche peut vous aider sans vous frustrer.

L'information est l'oxygène des temps modernes

Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS



1010 **Malikilé**



Les sanctions anti-français
Ne nous laissons pas manipuler!



1011 **Malikilé**



Liberté provisoire pour Oumar Marika
Que fera le tonitruant homme politique?



1012 **Malikilé**



De Montargis, Taï à la rencontre de "Sira" à djou Anka Wuli Mali V
"Au sud, les gens commencent à partir de Bamako"



1013 **Malikilé**



Operation Kaktoul
Du renfort pour le front Sud à Sikasso



1014 **Malikilé**



Après les sanctions CEDEAD-UEMOA
Le Mali vers un bras de fer ou un compromis?



1015 **Malikilé**



Sanctions CEDEAD-UEMOA
La riposte du gouvernement



1016 **Malikilé**



Sanctions de la CEDEAD contre le Mali
Une pluie de réactions



1017 **Malikilé**



Chequeil Kakaïfa Maïga
L'Homme de l'Année 2021



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23